

Lidl s'attend à une inflation de «5 à 8%» sur les produits alimentaires

Par [Le Figaro](#)

Publié il y a 8 heures,

Mis à jour il y a 8 heures



Certains magasins Lidl ont vu leurs clients se précipiter sur les rayons d'huile de tournesol. [pixarno / stock.adobe.com](#)

Le directeur des achats et du marketing de l'enseigne prévoit une hausse générale des prix des denrées alimentaires mais ne s'inquiète pas des pénuries.

Au même titre que l'énergie, l'évolution du prix des produits alimentaires préoccupe le gouvernement et les Français. En particulier dans le contexte de rebond de l'inflation alimenté par la crise en Ukraine. Alors que l'inflation générale est de +4,5% sur un an selon l'INSEE, le prix des produits frais grimpe de 7,2%. Dans une [interview](#) accordée *au Parisien* ce week-end, le directeur des achats et du marketing de Lidl France confirme cette tendance à la hausse.

«En janvier, j'avais estimé que l'inflation serait de 3 à 3,5 % au premier semestre 2022 dans l'alimentaire. Je pense désormais que la hausse des prix en France sera vraisemblablement deux fois plus forte, aux alentours de 5 à 8 %», prédit Michel Biéro. Le principal dirigeant de Lidl en France s'attend à des tensions sur l'approvisionnement en poulets et en œufs. Des tensions qui sont liées à la guerre en Ukraine, grand producteur de poulets et d'aliments pour les animaux.

Quant à l'huile de tournesol, dont l'Ukraine est également un important fournisseur, elle ne devrait pas venir à manquer alors même que les clients de Lidl se sont parfois rués vers ces bouteilles comme ce fut le cas dans un magasin à Perpignan. Le patron de Lidl *«appelle les consommateurs à être raisonnables»*, et écarte le scénario de pénuries. *«Il n'y a pas de risque de pénurie pour l'heure, sur aucun produit. Je suis sûr que certains consommateurs ont encore dans leurs placards des pâtes périmées achetées lors du premier confinement de mars 2020 ! Surstocker ne ferait qu'aggraver la situation»*, juge Michel Biéro.

À VOIR AUSSI - Guerre en Ukraine: «Je ne crois pas à un choc inflationniste», estime Bruno Le Maire